
MARRAKECH – Séance de participation de l’Afrique
Mercredi 26 juin 2019 – 15h15 à 16h45 WET
ICANN65 | Marrakech, Maroc

YAOVI ATOHOUN :

Bon après-midi et bienvenue à cette séance. Nous avons de la place autour de la table, donc je vais vous proposer de vous rapprocher et de vous mettre autour de la table. Nous allons essayer de vraiment commencer à l’heure pour ne pas perdre de temps. Donc dans deux ou trois minutes, nous allons commencer notre séance.

Nous avons l’interprétation simultanée en français et en arabe. Et nous avons des personnes qui sont à distance. Donc dans deux minutes, nous allons commencer notre travail.

Bon après-midi une nouvelle fois. Mesdames et messieurs, nous allons commencer notre travail. Je crois que nous pouvons tout à fait commencer. Merci une nouvelle fois de votre présence. Nous voulons vous remercier toutes et tous.

Cette séance est sur l’engagement. Vous connaissez cette tradition. Nous essayons de nous retrouver et de parler souvent d’un sujet spécifique. Vous savez que c’est un forum consacré aux politiques à Marrakech. Et nous avons vu, depuis que la stratégie africaine a été mise en œuvre, la communauté

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

beaucoup s’engager dans ces activités. Vous avez vu également des rapports qui ont été produits après cinq ans de mise en œuvre. Donc dans cette séance de 90 minutes que nous allons effectuer, nous allons présenter les activités et les différentes activités et initiatives. Et nous vous donnerons un maximum de temps pour que vous puissiez en tant que SO et AC et leaders de ces SO et AC participer et voir comment on peut améliorer la participation, la relation avec toutes les parties prenantes. Cet après-midi, nous avons le président du Conseil d'Administration de l'ICANN, monsieur Cherine Chalaby. Nous sommes très heureux de sa présence, nous le remercions. Nous avons également Sally Costerton qui est chargée du département en charge de la relation avec les parties prenantes mondiales. Avec votre permission, je vais inviter Sally Costerton à présenter ses remarques. Sally, vous avez la parole.

SALLY COSTERTON :

C’est Cherine qui parlera beaucoup plus en français. Je ne parle que peu français.

Je suis très heureuse d’être ici, je suis très heureuse de voir tant que visages familiers, d’amis et de collègues du continent africain, de la communauté africaine, du Conseil d'Administration de l’organisation ICANN. Et vraiment, je suis très heureuse de travailler avec cette partie prenante du monde

qui fait un travail tout à fait extraordinaire constamment dans cette région pour faire avancer la mission de l’ICANN et pour nous permettre de sensibiliser plus de personnes. C’est notre mission, c’est notre travail, c’est la raison pour laquelle nous sommes ici, pour participer plus avant au développement de politiques.

En ce qui concerne mes commentaires, vous le savez, je suis responsable du département en charge de la relation avec les parties prenantes mondiale. Et avec Bob, Pierre Dandjinou qui n’a pu venir à Marrakech et Yaovi à mes côtés, nous travaillons dans le monde entier pour faciliter le travail de sensibilisation auprès de la communauté. Et vous êtes des leaders dans ce travail de sensibilisation, dans ce travail qui a été lancé en 2012 et qui a été si réussi.

Nous sommes très heureux d’être ici de retour en Afrique avec une réunion de l’ICANN. Je suis très heureuse que où que nous soyons dans le monde, nous ayons ce type de séance pour renforcer notre travail et se retrouver et partager des idées sur ce que nous pouvons faire à l’avenir.

Il y a une bonne participation, pas seulement aujourd’hui. Mais beaucoup de personnes d’Afrique se sont inscrites à la réunion de Marrakech. Beaucoup de Marocains et beaucoup d’autres

nations sont représentées. Nous étions à Kampala il y a de cela peu, certains d’entre vous étaient là à participer à Kampala.

Donc nous avons connu une forte croissance dans ce type de réunions. Nos thèmes sont de plus en plus populaires et nous avons de plus en plus de sommets généraux. Ce n’était pas le cas il y a de cela six. Il y a six ans, on avait l’impression de frapper à la porte : « Est-ce que l’on peut parler de notre travail de l’ICANN parce que cela a un impact sur vous ? » Et c’était beaucoup plus difficile, non pas en Afrique mais dans le monde entier pour la communauté mondiale d’être réceptive par rapport aux thématiques de l’ICANN. Et je crois que c’est grâce à votre travail. Vous avez fait prendre conscience, vous avez fait en sorte que les institutions africaines sont beaucoup plus au courant du travail de l’ICANN. Et je vous remercie pour cela.

Au niveau opérationnel, l’équipe que je dirige fait le maximum pour soutenir vos activités d’engagement en Afrique. Et nous avons donné plus de moyens à nos collègues l’année dernière depuis Istanbul. Nous avons notre bureau régional d’Istanbul pour notre département qui chapeaute l’Afrique. Nick Tomasso et les personnes de la division dans domaines mondiaux, bureaux d’enregistrement et ainsi de suite participent beaucoup plus aux réunions en Afrique, aux forums de DNS en Afrique. Donc j’espère que cela vous est utile.

Vous le savez je le pense déjà puisque vous participez déjà beaucoup aux enquêtes que nous faisons, aux questionnaires que nous faisons, nous voulons connaître vos priorités pour le développement des capacités. Nous travaillons ensemble à l’engagement et nous développons les compétences, nous renforçons les capacités. Lorsqu’il y a un intérêt pour les activités de l’ICANN, il faut soutenir ces personnes et les aider. C’est très difficile d’être un nouveau venu dans le cadre de la gouvernance de l’internet ; les processus sont complexes. C’est pour cela qu’il y a un besoin d’aide et de développement des capacités.

On vous a dit que les financements sont limités, les fonds sont limités, les heures de travail sont limitées. Mais dans le cadre de notre plan stratégique à l’ICANN, dans le cadre de notre modèle multipartite, nous débattons de nos priorités et nous avons demandé un retour, un feedback sur vos priorités. Environ 70 % on dit, en ce qui concerne le thème le plus important sur lequel nous devrions nous concentrer pour le développement des capacités, vous nous avez dit que c’est l’ICANN et la connaissance du DNS : comment fonctionne l’ICANN, comment le DNS fonctionne et comment l’internet fonctionne. Tout cela s’imbrique, s’emboîte. Cela faisait partie des thématiques qui vous intéressaient le plus dans le sondage que nous avons effectué. Une forte demande dans cette région et dans d’autres

régions pour la sécurité, la stabilité et la résilience, des thèmes ayant trait à cela, l’abus des noms de domaine et ainsi de suite. Cela a été très cohérent dans le monde. Cela a toujours été la même, ce sont des choses qui intéressent la plupart des personnes.

Ce que nous avons noté également dans notre enquête, c’est que nous avons eu des débats avec At-Large et certains d’entre vous sont avec At-Large, connaissent bien At-Large déjà, on déjà eu ces débats. Et certains d’entre vous ont dit : « Oui, on veut des activités d’apprentissage, de formation, de renforcement des capacités. Nous sommes souvent des universitaires, nous sommes parfois des membres individuels. Nous voulons développer nos compétences personnelles sur bâtir le consensus, gérer une réunion, gérer les conflits. Cela, ce sont des questions qui nous concernent toutes et tous à l’ICANN. Nous sommes parfois désavantagées par rapport à cela. On ne fait pas ce type de formation à l’ICANN. C’est plus au niveau des universités, des gouvernements que l’on fait cela. Vous nous avez posé la question : « Est-ce qu’à l’ICANN, vous pouvez former et apporter ce type de formation pour qu’on puisse ensemble avoir des cours peut-être sur la plateforme ICANN Learn, plateforme d’apprentissage, pour renforcer nos capacités dans ces domaines ? » Nous avons vu les réponses à votre enquête qui vous a été envoyée. Et le mois prochain, nous allons avoir un

cours qui va être filmé avec David Culp qui fait de la formation en leadership pour les nouveaux venus. Il va y avoir sept cours qui vont être développés sur ICANN Learn. Tout le monde pourra les utiliser. Cela va être les membres du Conseil d'Administration, cela va être toutes les personnes membres de la communauté qui trouveront cela utile peut-être d'apprendre ces concepts pour une première fois ou de se rafraîchir un petit peu la mémoire. Donc dites-nous ce que vous pensez de ces cours. Veuillez s'il vous plaît nous donner un retour sur la plateforme ICANN Learn. Beaucoup sera offert en plus sur cette plateforme d'ici peu.

Et également, nous avons un groupe NexGen avec nous. Est-ce qu'il y a quelqu'un de NextGen ? Des NexGen sont présents ? Oui, vous levez la main. Oui, il y a quelques mains qui se lèvent. Je vois donc des personnes de NextGen qui sont dans la salle et cela, c'est véritablement au niveau régional des personnes qui sont dans des universités et qui ont beaucoup d'expérience, qui ont travaillé avec des étudiants, qui sont de toute l'Afrique, qui sont là pour toute la réunion de l'ICANN. Et je les encourage à parler aux membres de la communauté de votre région. Donc vous êtes au bon endroit, les NextGen. Tout le monde est ici présent en ce qui concerne le continent Africain.

Lorsque l'on termine ces réunions, il est très important que nous, en tant qu'équipe GSE, nous facilitons l'engagement, le

suivi entre les NextGen et les équipes d’engagement au niveau régional, les personnes qui sont chargées d’activités en Afrique au niveau régional. Nous avons cette chance d’avoir une réunion en Afrique, donc présentez-vous, dites-nous et dites-leur ce qui vous intéresse le plus. C’est très important de trouver la partie de l’ICANN qui vous convient le mieux pour travailler.

Un autre commentaire. Si vous êtes depuis longtemps à l’ICANN, il y a toujours un besoin de rafraîchir notre base de volontaires. On a besoin d’un nouveau vivier. Il y a des personnes qui sont fatiguées de travailler avec tant d’acharnement. Donc on doit intégrer de nouvelles personnes, des personnes plus jeunes qui vont donc travailler à l’ICANN. Je crois que c’est la meilleure manière d’avoir de nouveaux talents, de nouveaux leaders. On en a besoin à l’ICANN.

Je vais maintenant donner la parole à monsieur Cherine Chalaby qui est président du Conseil d’Administration.

CHERINE CHALABY :

Hello everyone, bonjour. Je suis très heureux d’être ici et je suis très heureux de ce que vous avez dit, Sally. L’objectif d’une participation accrue à l’ICANN qui est si encourageante, cet objectif, c’est d’en apprendre plus sur le DNS et de bâtir une base de compétences et d’expertise. Et je sais que cela sera très utile dans le cadre du forum DNS que vous tenez chaque année

en Afrique. En juillet, vous allez aller au Botswana, à Gaborone. Je crois que ce sera votre septième forum du DNS.

Moi, j’ai été à deux de ces forums DNS au Caire et à Dubaï mais il y avait beaucoup de gens d’Afrique à Dubaï. Et ce que j’ai appris en participant à ces forums DNS en sol africain, c’est que chaque membre de notre communauté africaine a le désir et la volonté non seulement d’obtenir plus de connaissances mais également d’effectuer quelque chose dans le cadre de l’économie numérique parce que je pense qu’en fin de compte, nous avons une bonne pénétration des utilisateurs internet en Afrique mais on peut l’accroître beaucoup. Cela ne va pas améliorer l’économie de nos pays d’Afrique. Je crois que ce qui pourrait améliorer l’économie des pays d’Afrique et améliorer l’emploi des Africains, c’est qu’il y ait une économie de l’internet forte, donc que les compétences que vous obtenez sur le DNS, les formations que nous faisons dans nos centres d’entrepreneuriat comme au Caire pour les bureaux d’enregistrement, les registres et les opérateurs de registre, cela vous permettra d’avoir une contribution accrue au développement de l’économie de votre pays respectif. Je l’ai dit au Caire à Dubaï, je le redis dans tous les forums à nos collègues africains.

Pour que cela se fasse, il y a cinq éléments qui doivent exister dans votre pays. L’ICANN peut aider seulement dans un domaine. Je vais quand même vous donner les cinq éléments.

Premièrement, vous devez avoir un environnement stable de réglementations qui encourage l’entrepreneuriat et le lancement d’entreprises. Les entrepreneurs ne peuvent pas se permettre d’avoir des lois qui vont à l’encontre de l’entrepreneuriat, qui brisent les plans commerciaux. Donc demandez aux gouvernements qu’il y ait une grande stabilité au niveau de l’environnement réglementaire et législatif.

Deuxièmement, vous avez besoin d’un réseau solide qui fournit assez de capacité pour que vous soyez en ligne d’une manière efficace. C’est très difficile d’avoir une économie numérique sans un réseau et une bande passante forte.

Troisièmement, là, l’ICANN peut intervenir. On a besoin d’une formation pour devenir un bureau d’enregistrement ou un opérateur de registre. Là, à ce niveau, on peut former, on peut apporter un renforcement des capacités. Nous avons un centre d’entrepreneuriat au Caire où des personnes viennent et où des personnes apprennent, acquièrent des compétences pour devenir par exemple opérateur de registre ou bureau d’enregistrement.

Quatrièmement, accès à un capital pour lancer des entreprises. Vous savez, les grandes entreprises du monde, elles viennent principalement des États-Unis parce que si vous allez en Californie dans la Silicon Valley, dans la ville de Palo Alto, vous

avez les universités d’un côté de la rue et de l’autre côté de la rue, vous traversez la rue, vous avez des financements d’entrepreneurs, des personnes qui peuvent financer les bonnes idées de ces étudiants. Et cela manque dans nos pays, l’accès au capital. Cela, c’est quelque chose d’essentiel. Vous avez besoin d’un système de paiement solide également parce que pour faire des transactions en ligne, vous avez besoin d’un système de paiement qui soit fiable.

Donc il faut faire connaître vos besoins dans vos pays auprès de vos autorités gouvernementales. Auprès de nous, nous pouvons vous aider au niveau du renforcement des capacités. Donc votre engagement, votre connaissance, les bonnes connaissances du DNS, nous pouvons y participer pour que vous puissiez lancer des entreprises et améliorer l’économie numérique dans vos pays.

Nous avons besoin de votre voix. Nous avons besoin d’entendre les voix qui s’élèvent d’Afrique et qu’on les entende, ces voix, au niveau mondial. Il est absolument important que nous connaissions vos opinions, vos préoccupations par rapport au DNS par exemple. Si vous voulez vous concentrer sur le DNS, votre voix est importante. Exprimez-vous, vous pouvez vous exprimer dans toutes nos réunions. Je crois que vous le faites déjà et c’est très bien. Nos collègues africains, je crois que c’était à AFRALO, ont parlé des changements auxquels on pense dans

l’évolution de notre modèle multipartite. J’étais très impressionné par la déclaration d’AFRALO qui a véritablement travaillé mieux que toute autre communauté sur ce concept de modèle multipartite. Alors cela, c’est du leadership et vous fournissez ce leadership. C’est très impressionnant et je vous remercie beaucoup de votre participation.

Si nous pouvons vous aider, vous encourager, vous soutenir, n’hésitez pas à nous le dire parce que nous sommes derrière vous, nous soutenons vos initiatives. Et la prochaine fois que vous aurez une réunion de ce type, la salle sera trop petite et nous devons voir plus grand.

YAOVI ATOHOUN :

On remercie vraiment Sally et Cherine. On va maintenant passer à une ou deux questions dans la salle avant qu’ils nous quittent. Donc au maximum, on donnera la parole à deux personnes. Soyez brefs, dites votre nom, votre appartenance et votre question. Merci. On a quelqu’un ici et puis de l’autre côté. Donc on a les deux questions, c’est bon.

JASON LUFU :

Merci. Je m’appelle Jason Lufi. Je suis basé à Abuja au Nigeria. Je suis membre de la BC depuis 2012.

Merci Sally de tous ces retours. Vous avez fourni énormément d’informations. Nous allons réfléchir par rapport au RGPD parce qu’en ce moment, il y a beaucoup de pays qui commencent à avoir leur propres activités, réglementations nationales. Donc la question est si l’ICANN fait le suivi de tout cela, parce qu’on nous explique le RGPD européen. Mais est-ce que l’ICANN fait attention à ces autres réglementations qui apparaissent ailleurs ? Parce qu’elles ont aussi un impact sur nos sociétés comme vous savez.

CHERINE CHALABY :

Il se fait que notre expert en RGPD vient de nous rejoindre. Il va me sauver pour vous répondre lui-même. C’est un bon moment pour nous rejoindre, Göran. Göran était notre expert en RGPD jusqu’à ce jour. C’est pour cela que je le dis. Est-ce que vous pourriez répéter la question pour qu’il vous entende ?

JASON LUFU :

Bienvenue, Göran.

On a vu l’entrée en vigueur du RGPD en Europe et à partir de cela, il y a eu d’autres pays qui ont commencé à adopter leurs propres réglementations des données. Je voudrais donc savoir si l’ICANN y a fait attention, s’ils sont tout à fait conscients de ces nouvelles apparitions et dans l’affirmative, s’ils sont en train de

l’ajouter à ces engagements pour pouvoir être conformes à notre réglementation comme avec le RGPD. Alors après, je demanderais également ce que vous êtes en train de faire pour améliorer la situation pour les sociétés. Nos réglementations touchent à ces compagnies. Donc est-ce que vous pourrez le faire pour nous aider ?

YAOVI ATOHOUN : Merci. Göran, bienvenue. On allait vous donner la parole.

GÖRAN MARBY : Oui, je suis prêt à répondre à la question.

YAOVI ATOHOUN : Oui, on a cinq minutes pour se faire.

GÖRAN MARBY : La question est incroyablement bonne.

CHERINE CHALABY : Je vous remercie. J’ai une autre réunion d’ici trois minutes. Je vous remercie de tout cœur mais il va falloir que je vous quitte. Donc merci, je vous remercie de tout ce que vous faites. Et au revoir.

GÖRAN MARBY :

Et je vous remercie de tout cœur de m’avoir cédé l’honneur de répondre à cette question incroyablement difficile.

C’est intéressant. Lorsqu’on vient aux réunions de l’ICANN, on voit toujours des tendances qui apparaissent. Et on nous pose toujours les mêmes questions aux différentes séances dans le cadre de la même réunion, donc on se pose des questions, on se demande s’il ne faudrait pas qu’on se pose nous-mêmes la question, non seulement que la communauté nous les pose.

Donc à commencer, on s’est dit oui, il y a beaucoup de propositions de législations de RGPD autour du monde. Il y a beaucoup de préoccupations par rapport à la confidentialité autour du monde. Et c’est juste. Or, cela fait deux ans que je le dis, mais je réitère, on n’a pas de politique sur la confidentialité. Donc en ce moment, on réagit aux lois, surtout à la loi européenne, et on agit de manière réactive.

J’étais dans une discussion tout à l’heure et on disait que lorsqu’on a commencé à voir les processus de PDP sur la confidentialité des données, on s’est dit qu’il faudrait qu’on change un peu cette dynamique de travail. Je pense que les pays seraient reconnaissants s’ils avaient une politique de la part de l’ICANN parce que cela les aiderait à éviter de faire des erreurs au niveau de la législation. Un très bon résultat du EPDP

était la définition claire de cette question de politique du côté de l’ICANN.

L’ICANN en tant qu’institution est très bonne au niveau de la gestion des sujets qu’on connaît. Mais lorsqu’on n’est pas au courant de quelque chose, on ne fait pas un très bon travail. Lorsqu’on a commencé à travailler sur le PDP, on s’est rendu compte qu’on n’avait pas de processus. Donc on a dû littéralement inventer un processus pour gérer le PDP. Et si vous vous rappelez, le nom du projet était Calzone. C’était une idée formidable je pense. Quand même, il ne faut pas me demander de donner des noms de projet à 8:00 du matin. Moi, je pense que je suis très marrant mais mon personnel n’est pas tout à fait d’accord avec moi.

Donc on a dû concevoir un processus qui n’appartenait pas au cadre des autres processus. Et vous vous rappellerez qu’il y avait des avis en conflit au sein de la communauté. On se demandait si c’était une question de conformité avec les législations des autres. Et il a fallu qu’on invite tout le monde parce qu’il me semblait que la discussion touchait tout le monde. Donc il fallait que tout le monde y participe.

Donc on a conçu ce modèle Calzone qui est par la suite devenu le PDP, le processus accéléré d’élaboration de politiques, puis première étape de ce EPDP qui a repris les résultats et qui les a

retravaillés. Et maintenant, cela dépend encore une fois de la communauté.

À travers ce processus, on s’est rendu compte qu’il y a des gens qui ont beaucoup parlé de l’importance du RGPD. Mais cela n’a jamais été informé à la communauté. Il aurait fallu qu’on échange plus sur le RGDP il y a trois ans et que l’on définisse un mécanisme d’échanges avec la communauté. Donc à commencer, on a créé une liste où on faisait le suivi des initiatives juridiques autour du monde et des initiatives législatives. On a présenté cela à la communauté trois ou quatre fois et la question bien sûr par la suite était que pense-t-on faire là-dessus. En février, on a créé déjà une charte qui a été signée.

Donc on s’est dit qu’on allait limiter chaque activité de participation à deux choses. D’une part, il fallait s’assurer que si nous agissions, il fallait que ce soit si la capacité d’élaboration de politiques de la communauté était empêchée par la législation locale. On sent que l’ICANN devait prendre le dessus parce que l’ICANN est internationale. Puis il faudrait que l’on s’implique si l’internet ne fonctionnait pas en raison de cette nouvelle législation. Et on a vu des lois qui empêchent le routage par exemple, la capacité de gens de parvenir à une adresse IP, ce qui résoudrait bien le problème de la confidentialité parce qu’on n’aurait plus d’internet. Et c’est là qu’on s’engage.

Par la suite, on s’est demandé comment échanger avec la communauté dans ces discussions alors. À ce moment-là et cette semaine, je me suis dit qu’on devrait utiliser le groupe de travail intercommunautaire pour la gouvernance de l’internet – j’espère ne pas me tromper. C’était le bon groupe ? D’accord – et que ce groupe devait être utilisé comme interface avec la communauté pour pouvoir justement délibérer de ces questions.

On s’est rendus compte également qu’il nous fallait de nouveaux formats pour ce faire et c’est pourquoi nous allons également faire partie de l’UITD, pour pouvoir avoir d’autres acteurs impliqués dans les discussions.

Donc voilà une réponse à votre question. Mais ce que nous essayons de faire, c’est d’essayer de résoudre [inaudible] parce qu’on n’a jamais fait cela auparavant.

Je dirais que je ne suis pas d’accord avec vous sur un point pourtant, c’est qu’on n’est pas une agence de réglementation. Je le sais parce que j’ai travaillé pour une agence de réglementation auparavant et ces agences dépendent de la loi. C’est à elles d’interpréter la loi et de la mettre en œuvre.

Notre département de conformité doit vérifier que nous avons bien mis en œuvre des politiques communautaires. Donc tout ce que nous faisons à travers ce département est de

dire : « D’accord, voici ce qu’a dit la communauté. Est-ce que cela a été bien mis en œuvre ? Est-ce que tout le monde suit correctement la politique ou pas ? » Donc ce n’est pas une agence de réglementions, l’ICANN. Nous vérifions tout simplement cela. Peut-être que les résultats ne sont pas toujours ce que vous voulez. Or, du côté commercial, je n’ai pas d’opinion sur les compagnies. L’ICANN est une organisation à but non lucratif. C’est vous qui nous aidez et nous tous fournissons un service au monde. Ensemble avec nos partenaires, nous fournissons un système d’identificateurs publics pour que l’internet puisse fonctionner. C’est tout. On n’est pas politique, on ne fait pas de politiques étrangères.

Donc a réponse était un peu longue mais la question était très bonne. J’espère que la réponse était correcte. Voilà également le discours que j’avais à vous donner.

SALLY COSTERTON :

Göran, en fait, j’allais vous demander justement si vous ne vouliez pas passer aux remarques introductoires ou peut-être discuter du RGPD. Je ne sais pas, mais je vous recède la parole puis si on a le temps, on essayera de répondre à d’autres questions, deux questions, puis on passera à la partie suivante.

GÖRAN MARBY :

En fait, je parlerai à un niveau plus personnel. Marrakech est un endroit très spécial pour moi, je l’ai déjà dit, parce que c’était ici que j’ai participé à ma première réunion ICANN. Donc c’est un endroit spécial pour moi. C’est une ville que je tiens à cœur. On était là il y a trois ans, je n’étais pas PDG à l’époque et cela me fait penser à de très bons souvenirs. Pour nous, la sensibilisation et la participation des parties prenantes est quelque chose de très important parce qu’on s’est rendu compte que le prochain milliard d’utilisateurs ne vient pas d’Europe ou d’Amérique du Nord. Et c’est pourquoi l’Afrique est si importante pour nous. Le prochain milliard viendra de l’Asie, de l’Amérique latine et de l’Afrique.

Je ne sais plus spécifiquement quel est le taux de pénétration internet en Afrique. On en est à 25 % ? À peu près, oui. Et vous avez fait beaucoup de progrès ces deux, trois dernières années. C’était incroyable le travail qui a été fait. Mais il reste toujours beaucoup à faire pour être sûr que tout le monde soit connecté. Et c’est à vous à contribuer à ce que tout le monde y parvienne. Mais il est également important que vous participiez parce qu’on n’a pas de formule préconçue pour que les différents pays puissent s’en sortir. C’est à vous de le voir dans vos pays. Nous, on n’a pas toutes les réponses. On a quelques informations, mais on est là pour travailler avec vous pour collaborer également avec nos partenaires, avec l’ISOC et autres. Et l’une

des raisons pour lesquelles nous avons décidé de participer à l’UITD également, c’est parce qu’ils ont reconnu – et je ne devrais peut-être pas le dire – mais le record au monde de la quantité de procès qu’on a eu est toujours pour le .africa. Oui, ça reste le .africa le plus controversé. Merci.

YAOVI ATOHOUN : Merci Göran. On verra quelles sont les deux questions et puis on reprendre notre ordre du jour.

Présentez-vous, formulez votre question.

FIONA ASONGA : Merci Yaovi. Je suis Fiona Asonga du Kenya.

GÖRAN MARBY : Merci de vous être présentée.

FIONA ASONGA : J’ai une petite question, c’est tout court. Il me semble que le modèle multipartite dans la stratégie de l’ICANN prévoit les contributions de la communauté. Et en particulier des régions comme l’Afrique veulent s’impliquer et participation davantage aux différentes activités, aux différents processus de l’ICANN. Or, ce qui m’inquiète est l’approche qui a été adoptée pour travailler sur l’évolution de la stratégie.

Hier, dans la présentation qui a été faite dans la salle du GAC, il y avait beaucoup de modifications. Et on risque d’oublier les questions fondamentales qui font de la participation quelque chose d’important pour nous. Et ce sont des questions d’inclusion, de représentation, de l’aspect démocratique de notre recrutement dans les organisations, les différents secteurs, la gouvernance, la communauté dans les différents pays, les différentes SO et différents AC qui existent. C’est ce que nous voyons. Et en termes généraux, les gens à l’ICANN ne le voient pas souvent et ils oublient qu’on est un organisme multipartite.

Donc je voudrais demander à ce que les sujets qui ont été énumérés comme étant des domaines sur lesquels il faudrait que l’on travaille, ils sont trop nombreux ; neuf est trop. Donc ne pourrait-on pas se fixer des priorités sur lesquelles travailler pour que les plus importantes soient ce sur quoi on se penche ? Parce que d’ici cinq ans, il faudra travailler là-dessus pour déterminer si on est vraiment multipartite ou pas. Il y a des sujets qui peuvent être adressés à travers les objectifs stratégiques ailleurs mais qui ne sont pas aussi importants en ce moment. Et il sera important de s’en occuper une fois qu’on se sera occupé des sujets de base, des aspects fondamentaux.

Puis il y a également la question du bureau que vous avez ouvert à Nairobi. Est-ce qu’il va être plus grand dans l’avenir ? C’est ce

que l’on souhaiterait pour mieux desservir la région. Le bureau est là pour notre région. Je suis contente de voir qu’il est chez moi. On se voit d’ailleurs, je suis de l’autre côté de la rue, on se voit par la fenêtre. Mais je voudrais savoir si Yaovi, Pierre et Bob ne pourraient pas avoir plus de soutien pour travailler sur les programmes que vous évoquez. Le renforcement des capacités est quelque chose de très important pour nous et vous dites que certes, c’est le cas. Mais ne devrait-on pas avoir plus de ressources pour voir qu’on nous prend au sérieux ?

Puis finalement, il va nous falloir également du soutien de l’ICANN, de l’équipe des réunions pour la réunion du Canada. Vous savez que le Canada est une destination difficile pour notre région. On nous demande de présenter une demande de visa 90 jours avant la réunion. C’est-à-dire que 90 jours est une période au cours de laquelle nos bureaux ne pourront pas approuver notre demande, nous allouer des fonds et puis demander le visa puis l’obtenir à temps. La dernière fois, je n’ai pas pu m’y rendre. Même en tant que PDG, je n’ai pas pu le faire la dernière fois.

GÖRAN MARBY :

Merci Fiona. Heureusement que c’était une question courte. Je céderai la parole à Sally pour certaines de vos questions parce que c’est elle la responsable des bureaux régionaux. Cherine

n’est plus là donc c’est Sally qui y répondra. Encore une fois, j’essaierai d’être succinct.

Vous savez que mon organisation en ce moment a des gens sur 34 pays, des gens qui parlent 55 langues couramment. Dans le rapport du PDG, on a informé cela d’ailleurs. On a plus de femmes que d’hommes au total, en moyenne. Et dans les postes de direction, on en est à 50/50. C’est quelque chose que l’on discute souvent depuis que j’ai rejoint l’ICANN.

Reprenons la discussion que vous avez eue hier. Lors de la réunion de Barcelone, avec le Conseil, on s’est réunis avec différents secteurs de la communauté où on a discuté de différents aspects. On a discuté de choses qui nous ont été indiquées. On a parlé d’efficacité, de mesures. Et en fait, ce sont des effets secondaires je dirais. On a créé des processus qui, c’est vrai, ne sont pas toujours raisonnables. J’ai discuté avec At-Large et en ce moment, ils sont à la fin de leur révision. Selon les statuts constitutifs, ils doivent lancer une nouvelle révision, même avant d’avoir complété la mise en œuvre de la première révision. Cela, ce n’est pas cohérent. Le Conseil d’Administration prend note de tout cela parce qu’à toutes les séances, les gens nous disent : « Il faut qu’on parle de tel ou tel sujet. » Donc le Conseil s’est réuni et s’est dit : « Il faudra qu’on considère tout cela. » Donc la communauté nous a dit tel et tel. Donc on a décidé de demander à la communauté qui est responsable de

cela d’en discuter et de s’assurer que ce ne soit pas des initiatives du Conseil ou de l’organisation ICANN.

On a engagé Brian Cate. Comme Cherine disait, c’est moi qui ai proposé d’avoir Brian en tant que facilitateur pour la discussion de manière à ce que tout le monde puisse participer.

Donc en ce moment, on a énormément de bons commentaires. Quand on se demande qui fait partie de la communauté, tout le monde nous dit la même chose. Le problème, c’est qu’on a trop de bureaucratie. Il devrait être plus facile de dégager un consensus. Cela n’a rien à voir avec la responsabilité, avec la transparence. C’est juste que c’est comme les oignons. On rajoute des couches, des couches et à mesure qu’on commence à le peler, on commence à pleurer. Vous verrez cela comme un essai du Conseil d’Administration qui montre notre volonté d’écouter la communauté pour nous assurer que la communauté soit celle qui tient la discussion parce que c’est à la communauté de s’en occuper.

Pour ce qu’est des bureaux, nous sommes 400 membres du personnel à l’organisation ICANN et nous nous occupons constamment de revoir ce que nous faisons. Mon équipe est très stressée je dirais. On s’occupe du soutien aux politiques, on a des révisions, des mises en œuvre du plan stratégique quinquennal. Pour avoir une réunion comme cela, on a 150

personnes de soutien pour que cela se fasse. Pour chacune de nos réunions, cela prend énormément de travail. Il faut qu’il y ait des machines à café, même. Et pour cela, il y a quelqu’un qui doit s’en occuper. Donc on voit les ressources, on s’occupe de voir si on ne peut pas continuer de soutenir autre chose. Je ne sais plus, on a 800 séances à soutenir ici à cette réunion, ce qui est relativement peu. On a beaucoup plus de séances en général lors des réunions longues de l’ICANN, une bonne centaine ou plus.

On essaie également de s’occuper de cela. Et le plan stratégique quinquennal qui vient de la communauté changera également tout cela. Moi, je suis toujours ouvert. J’ai une grande équipe en Afrique, une équipe formidable. Il y a quelques années, on a mis en place plus de membres du personnel qui soient [inaudible] pour faire ce qu’il faut faire. Je suis le premier à reconnaître qu’on n’a pas toujours bien procédé mais on essaie de tirer des leçons de notre expérience dans les limites de nos possibilités.

Je pense que la réponse était plus courte que la question, mais c’est une bonne question, Fiona. Et pour que vous sachiez, lorsque j’étais à Helsinki, donc c’était ma deuxième réunion, un ami m’a présenté Fiona et m’a dit : « Il faut que vous discutiez avec elle. » Et Fiona a consacré 15-20 minutes à m’expliquer tous les sujets dont on a discuté. Elle m’a dit : « Vous êtes le nouveau PDG donc à vous de vous en occuper. » Merci Fiona.

SALLY COSTERTON : Tout à fait. Vous avez raison, Fiona. Je vous reparlerai un petit peu plus tard. Soyez très rapide, s’il vous plaît.

ORATEUR NON-IDENTIFIÉ : J’ai une question par rapport au PDP et de ce qui va être développé par le PDP à la prochaine phase, quelle sera la prochaine étape. Donc le Conseil d’Administration a fait deux études : une étude technique, un modèle uniforme, et il y a une approche juridique à ce niveau. Et je ne sais pas si cette analyse soutiendra l’EPDP et je ne sais pas si cela sera très constructif.

GÖRAN MARBY : Merci beaucoup de votre question. Je vais essayer d’y répondre.

La seule manière de créer un modèle d’accès uniforme, c’est de ne pas avoir les problèmes contractuels et juridiques. Cela, c’est un petit peu la réponse pour mon avocat. Mais avec la Commission européenne, nous avons travaillé pour essayer de bien comprendre cela, d’analyser cela. Et dans la phase II, on va poser la question si nous voulons un modèle uniforme ou pas, s’il est possible d’en avoir un. Donc je crois que ce travail se poursuit. Et ce groupe d’études techniques, au niveau interne, c’est le groupe Strawberry qui veut dire fraise en anglais – je pourrais dire je pourrais avoir un groupe pêche ou quoi que ce

soit, moi, je n’aime pas tous ces acronymes. Donc le projet interne fonctionne bien au niveau juridique pour qu’il y ait l’aspect technique et autour, un aspect juridique. Et le résultat de cela, ce sera de revenir à un processus accéléré et de revenir à un développement de politiques. Et ce sera à la communauté de dire : « Est-ce qu’on va avoir un modèle uniforme ou pas ? » Cela va être la collectivité, la communauté qui va répondre à cela.

YAOVI ATOHOUN :

Merci beaucoup Göran. Nous savons que vous êtes très occupé et la communauté apprécie beaucoup le temps que vous avez passé ici avec nous. Donc merci de votre visite. Vous avez pu rester plus longtemps que prévu. On aimerait vraiment vous remercier de votre soutien. Et si vous le désirez, vous pouvez tout à fait rester mais nous allons passer au reste de l’ordre du jour.

Nous avons un rapport sur l’engagement de la communauté. On avait 15 minutes. En fait, on va le faire en cinq minutes et on va vous écouter ensuite, de la part des SO et AC. Et on va donner à la salle la possibilité de s’exprimer. Nous avons eu 90 minutes pour cette séance, ce qui est plus. On n’avait que 60 minutes lors de la dernière réunion. Nous devons néanmoins rester brefs et donner la parole à Bob Ochieng pour parler de cette

conversation sur la participation de la communauté régionale à la mise en place de la stratégie africaine.

GÖRAN MARBY : J’aimerais vous dire merci de m’avoir invité.

YAOVI ATOHOUN : On vous remercie.

GÖRAN MARBY : Merci beaucoup. Je vous laisse travailler. Je vous remercie, je vais devoir vous quitter.

BOB OCHIENG : Très bien. Je crois qu’on a fait mon travail à 90 %. Je crois que j’ai beaucoup de chance aujourd’hui. On a déjà débattu de beaucoup de choses. Donc je vais prendre en cinq minutes, le temps de présenter ce rapport.

Nous avons une approche à tenir dans la stratégie africaine, celle dont nous parlons depuis plusieurs années. Lorsque je dis que 90 % a déjà été présenté, c’est parce que la stratégie a cette approche à deux niveaux.

La première partie, c’est la prise de conscience. La sensibilisation dont a parlé Sally Costerton. Sally nous a dit

qu’on frappait aux portes il y a de cela quelques années pour faire connaître l’ICANN. Cela, on l’a fait pendant longtemps. On est allé frapper aux portes. Mais on a invité des personnes à venir en notre sein à l’ICANN après avoir présenté ce que fait notre association. Nous avons une liste de projets et d’activités que nous avons exécutés à ce niveau.

Cherine, lui, a parlé du secteur industriel des noms de domaine. Rappelez-vous, l’ICANN, c’est un secteur commercial. Donc en participant aux processus de développement de politiques de l’ICANN, à l’écosystème ICANN, vous participez d’une manière efficace à l’aspect commercial du DNS. Cela, c’est l’aspect renforcement des capacités. Vous voyez ces deux approches, ces deux objectifs auxquels on travaille constamment.

Je crois que mon travail maintenant, c’est de vous montrer à quel point nous avons réussi en tant que communauté à gérer ces deux aspects et comment vous avez participé, vous avez répondu à ces campagnes de sensibilisation pour rejoindre l’écosystème de l’ICANN et comment vous avez répondu à l’aspect commercial du DNS, du système de noms de domaine.

Qu’est-ce que l’on doit faire de plus, qu’est-ce que l’on peut faire mieux en tant qu’organisation ICANN ? Et qu’est-ce que le Conseil d’Administration peut apporter et nous apporter ?

En ce qui concerne nos diverses manifestations et projets, vous avez la présentation sur notre site. Donc elle est disponible. Cette présentation, elle vous donne quelques chiffres sur ce que nous avons essayé de faire en tant que manifestation organisée, parrainée par l’ICANN, soutenue par l’ICANN dans la région Afrique en ce qui concerne les manifestations où le personnel de l’ICANN s’est rendu d’une manière ou d’une autre pour faciliter votre travail en tant que membre de la communauté, les ateliers de développement de capacité sur différents thèmes, les abus du DNS, utilisation malveillante du DNS, ateliers sur la propriété intellectuelle. On a eu 35 ateliers de renforcement des capacités ces cinq dernières années. Ce sont des chiffres qui cumulent ces cinq dernières années et qui montrent bien les activités que nous avons menées avec les universités, avec le milieu académique ; 25 manifestations de ce type.

Je crois que vous vous rappelez bien que nous avons parlé de la fatigue qui existe de la communauté. C’est pour cela qu’on a besoin de sang neuf, qu’on a besoin de nouvelles personnes qui doivent être intégrées à notre travail. Nous avons une approche très intentionnelle pour cela, travailler avec la jeunesse. Nous avons beaucoup de programmes qui ciblent la jeunesse.

Ici, nous voyons la participation africaine aux processus d’ICANN. On doit se concentrer un petit peu là-dessus parce qu’il faut bien comprendre et vous écouter à ce niveau. Est-ce que

cela suffit par exemple comme nombre de membres de la communauté participant à l’ICANN ? En vert, vous voyez au niveau de la NCUC, on a 128 personnes venant d’Afrique, des personnes participant à ce groupe de travail. Sur la droite, vous avez le nombre de ccTLD qui font partie de la ccNSO. Nous avons 54 pays en Afrique et 39 sont membres de la ccNSO. Donc pourquoi ce n’est pas 54 ? Je pose la question.

Nous avons des groupes de travail intercommunautaires. Cela, c’est un véritable problème. C’est entre les SO et les AC et on n’a compté que 10 membres de la communauté africaine qui participent activement à ces groupes de travail intercommunautaires. Ce sont des estimations mais cela donne quand même une bonne idée du problème qui existe et des interactions qui existent entre les membres de la communauté africaine et ces processus.

Au niveau de la GNSO, 30 participants et 51 ALS je crois dans la communauté At-Large. Donc voilà les chiffres. Et ce que nous pensons, c’est que nous pourrions faire mieux, on pourrait améliorer la participation africaine. C’est pour cela qu’on veut vous entendre en tant que leaders de SO et de AC, d’unités constitutives. Qu’est-ce qu’on pourrait faire de mieux ou de plus ? Ou est-ce que ces chiffres vous suffisent ? Je ne sais pas.

En ce qui concerne le secteur industriel en tant que tel, je ne vais pas vous montrer toutes les diapositives, en 2016, nous avons eu une étude sur le marché du DNS en Afrique. Et voilà le feedback qu’on a reçu. Si vous parlez à des commerciaux, à des entreprises par exemple, est-ce que cela va les intéresser de nous rejoindre ? Il nous manque un peu d’informations.

Donc nous avons essayé avec cette étude de marché de dresser un portrait de ce secteur en Afrique. Si on prend l’Afrique, le continent Africain en tant qu’économie, nous avons environ 5 millions de domaines associés avec les ccTLD et les gTLD. Cela représente, sur 54 pays africains, 52 pays ont 2 millions en tout. Cela fait peur. C’est un avertissement qu’il faut lancer. C’est quelque chose qui pose problème je crois. L’AFNIC a fait un rapport il y a de cela seulement deux mois sur l’industrie monde entier, sur le marché mondial. Regardez la segmentation des différents TLD. Vous avez les ccTLD .com, vous avez les autres TLD qui sont plus anciens, les nouveaux gTLD et vous avez le total par région. Comme pourcentage, l’Afrique, c’est 1 %, 1 % des TLD. En d’autres termes, vous avez environ 350 millions de noms de domaine inscrits, enregistrés. Cela, c’est la participation du secteur. Alors la question qui se pose : qu’est-ce qu’on peut faire pour améliorer la situation, pour vous en tant que bureaux d’enregistrement, en tant qu’opérateurs de

registre, pour changer la situation, pour améliorer ces chiffres et ces totaux et ces statistiques ?

Voilà tout ce que je dirai aujourd’hui. Je vais redonner la parole à Yaovi. On doit vraiment vous écouter aujourd’hui.

YAOVI ATOHOUN :

Le format de cette séance, c’est que nous avons un rapport à analyser. Nous avons les SO et les AC. Mais ce que nous voulons faire, c’est vous écouter. Nous avons des représentants de ces SO et ces AC et ce que nous allons faire maintenant, c’est de donner trois minutes maximum à nos collègues pour leurs interventions. Et ensuite, on donnera la parole à la salle pour points de clarification ou questions.

Ceci dit, nous avons le Dr Diallo qui est au GAC, vice-président du GAC, et qui va nous parler du GAC et du rôle du GAC, et de la contribution du GAC à la communauté africaine et quel est le rapport qui s’instaure entre la communauté africaine et le GAC. Uniquement trois, quatre minutes s’il vous plaît. Résumez un petit peu la situation.

CHERIF DIALLO :

Merci Yaovi pour l’occasion qui m’est offerte de faire cette situation dans cette assemblée.

Pour le GAC, on peut dire rapidement, vu qu’on n’a pas beaucoup de temps, que la participation africaine, elle est satisfaisante. Le GAC a été créé en 1999, composé aujourd’hui actuellement de 178 membres et de 36 observateurs dans 44 États membres africains, sept organisations africaines. On peut citer l’Union africaine des télécommunications, on peut citer la Commission de l’union africaine comme observateur aussi. Aussi, on peut citer la communauté EcoAct, la communauté économique des acteurs de l’Afrique de l’Est, la communauté économique des acteurs de l’Afrique centrale, WATRA, NEPAD et la Commission économique pour l’Afrique. Voilà les organisations observateurs.

En termes de pays absent, peut citer rapidement quelques pays. Je n’ai pas toute la liste mais il n’y en a pas beaucoup. Vous avez vu, il y a un fort taux de participation, on est 44 états africains membres du GAC. Aujourd’hui, on note l’absence de la Guinée-Bissau par exemple, de l’Égypte et du [inaudible] par exemple.

En termes de rôle, au cours des 17 années d’exercice, le GAC a diffusé plusieurs communiqués, notamment plus d’une vingtaine et 160 courriers adressés au Board de l’ICANN dont certains ont aidé à façonner les politiques de gouvernance de l’internet. Le rôle du GAC, essentiellement, consiste au fait que l’ICANN attend du GAC qu’il lui donne des avis, des avis sur les

aspects liés à la politique publique inhérente aux sujets spécifiques relevant de son mandat.

L’avis du GAC a un statut particulier en termes d’un avis consultatif où le GAC essaie de donner son avis en ayant ce qu’on appelle un consensus lors de ces réunions.

Donc le fonctionnement du GAC est assez simple. Les réunions sont tenues en même temps que les trois réunions annuelles de l’ICANN. Et en dehors de ces réunions, le GAC est organisé autour de plusieurs groupes de travail sur des questions plus ou moins spécifiques qui aident le GAC à avoir des avis lors de ces sessions. Actuellement, au moment où l’on parle, le GAC travaille sur un communiqué qui a la forme d’un avis destiné au Board de l’ICANN.

On a vu qu’on n’a pas beaucoup de temps, mais on peut juste finir pour parler rapidement des avantages de l’adhésion au GAC pour aider les pays ou les organisations qui ne sont pas encore présentes au sein du GAC. Le système des noms de domaine est un élément clé de l’infrastructure internet, un peut dire même un élément fondamental pour l’économie numérique mondiale. Donc dans ce cadre, les gouvernements et les organisations intergouvernementales qui participent au GAC peuvent bénéficier de plusieurs [inaudible] importantes. On peut noter : la possibilité de donner directement leur avis au Conseil de

l’ICANN sur les aspects liés à la politique publique concernant l’opération du système de noms de domaine ; contribuer aussi en amont au processus d’élaboration de politiques de l’ICANN pour assurer la cohérence sur les lois et les avis d’intérêt public ; participer aux réunions en personne ou en ligne avec d’autres membres observateurs du GAC et accéder aux experts techniques concernés au sein du GAC et de l’ICANN, ce qui permet aux membres du GAC de rester informés, de se tenir informés sur l’innovation technologique autour du système de noms de domaine.

Voilà rapidement de manière [inaudible] ce qu’on peut dire par rapport à la participation africaine au sein du groupe consultatif des gouvernements de l’ICANN, qu’on appelle le GAC. Je vous remercie.

YAOVI ATOHOUN :

Merci beaucoup Dr Diallo. Ce que je retiens de votre intervention, c’est qu’il y a des pays d’Afrique qui ne sont pas représentés au GAC et qui ne sont pas membres du GAC. Donc je crois que nous aurons plus d’interventions un petit peu plus tard.

Je voudrais passer à un représentant d’AFRALO, le président d’AFRALO, Mohamed El Bashir qui est ici présent et qui va nous parler un petit peu de son travail avec AFRALO et son travail

d’engagement en Afrique. Monsieur Mohamed El Bashir, vous avez la parole.

MOHAMED EL BASHIR : Merci Yaovi. Je m’appelle Mohamed El Bashir, je suis président d’AFRALO. Je suis du Soudan. Malheureusement, on a une coupure d’internet au Soudan pendant qu’on est là en train de discuter de ces questions de gouvernance de l’internet. C’est la réalité. Je vous raconterai ce que nous faisons.

AFRALO est l’organisation régionale At-Large, organisation régionale d’utilisateurs internet dans le continent africain. Nous avons au sein de notre organisation des membres qui appartiennent à des structures At-Large qui sont des organisations comme les chapitres de l’internet Society, d’autres organisations de défense des consommateurs, des associations académiques, toute organisation qui a un mandat ou un objectif de travailler sur le développement de l’internet.

En ce moment, nous avons 58 ALS accréditées sur 32 pays africains. L’année dernière, nous avons commencé à recevoir les candidatures de membres individuels de la communauté internet de l’Afrique mais qui ne faisaient pas partie d’une organisation qui puisse nous rejoindre. Donc c’est désormais une possibilité. Et je vous encourage à vous joindre à AFRALO, à vous abonner à notre liste de diffusion pour contribuer à notre

travail d’élaboration de politiques de l’ICANN. Que je comprenne, le principal, ce n’est pas les numéros, c’est la participation efficace à l’élaboration de politiques de l’ICANN. Pour moi, c’est cela le principal.

Ceci dit, je vais vous présenter deux initiatives que nous avons entreprises pour essayer de mieux participer.

D’une part, on a le document des sujets brûlants. L’année dernière, nous avons formé un groupe de travail qui a identifié à peu près neuf questions de politique qui étaient d’intérêt pour les utilisateurs internet africains et ses membres. Nous avons tout énuméré mais non seulement les problèmes, on a également identifié leur importance pour nous et expliqué l’importance pour tous. Donc on a des sujets qui sont techniques comme la mise en œuvre du DNSSEC dans les ccTLD africains, des sujets comme l’augmentation de la participation à l’ICANN et de la diversité. Nous avons également essayé d’énumérer des actions à suivre, savoir ce qu’il est possible de faire pour résoudre ces problèmes. Donc si vous pouvez prendre une copie de cette brochure, venez le faire. On l’a disponible en anglais, en français et en arabe. Je les aies ici avec moi. Je comprends également que la brochure contient les activités que nous allons organisées comme les webinaires et les ateliers.

Voilà ce que nous avons essayé de faire pour être actifs. Vous aurez peut-être déjà vu parce que je vous ai déjà vus lors cette réunion, en général, on tient toujours une réunion conjointe entre AFRALO et AfrICANN où toute la communauté africaine de l’ICANN se réunit pour discuter de questions de politiques que l’on voudrait débattre. On prépare une version préliminaire d’une déclaration avant la réunion. Il y a une équipe de rédaction qui s’en occupe. Et lors de la réunion, on discute de la question.

Hier, on a discuté de l’efficacité du modèle multipartite. La déclaration sera publiée par la suite. C’était une évaluation très exhaustive des problèmes que notre communauté affronte au niveau de la participation active dans le modèle multipartite. Il y avait des choses comme la confiance, la participation à armes égales, la connectivité internet, la diversité. C’était des sujets qui étaient repérés dans cette déclaration et qui étaient abordés en détail. Même si on a de bons niveaux de participation, c’est ce qu’on voit dans les statistiques, la question est comment garantir que la participation soit également active.

Dernier commentaire sur la statistique qui sera également utile. Il faudrait qu’on travaille ensemble pour avoir des sources de statistiques locales africaines. Donc on a TLD mais on pourrait également consulter d’autres sources pour avoir des chiffres plus exactes qui reflètent mieux la situation du continent. Merci.

YAOVI ATOHOUN :

Merci Mohamed. Vous avez fait allusion à une question qui est très importante sur la fin : comment travailler ensemble pour pouvoir avoir des informations précises ? Je pense que c’est également un des objectifs de cette séance.

Monsieur Souleymane Oumtanaga, je ne le vois pas dans la salle, il est censé présenter le travail de la ccNSO. Il s’agit de l’organisation de soutien aux noms géographiques. On voit qu’il y a toujours des pays qui ne sont pas impliqués aux activités de la ccNSO dans la région. Donc monsieur Jimson Olufuye, qui est dans la salle, va nous raconter des activités et des contributions de la communauté des parties prenantes commerciales en Afrique. Il a trois-quatre minutes pour le faire.

JIMSON OLUFUYE :

Merci. Je voudrais signaler ce que j’ai vu dans la présentation de Bob parce qu’il avait des statistiques de la NCUC, de la GNSO. Je pense qu’il faut être un peu plus clairs. Il manque des précisions. Parce que la NCUC fait partie de la GNSO. On n’a pas d’IPC là-dessus, on n’a pas de distinction. Ma présentation reprend des commentaires intéressants que j’ai entendus auparavant. Sally et Fiona ont touché certains sujets comme le renforcement des capacités, la participation, l’implication. Il est nécessaire d’avoir plus de participation en Afrique. Et pour ce faire, il nous faut un

travail de renforcement des capacités. Or, Pierre, Yaovi et Bob font un bon travail avec les ressources qu’ils ont. Ils nous soutiennent beaucoup. Ils sont, c’est vrai, stressés mais ils font un bon travail toutefois.

À la BC, à l’unité constitutive des parties prenantes commerciales c’est-à-dire des entreprises, on a commencé à travailler en 2012 avec un pourcentage faible et maintenant, on a 17 % de participants de la BC qui sont Africains. Et c’est près de la participation l’Afrique du Nord. L’Asie-Pacifique, c’est un peu moins. Et spécifiquement pour ce qu’est de la présente réunion, nous avons huit entreprises de différents pays africains de la Côte d’Ivoire, du Bénin, de la Lybie, le Nigeria bien sûr parce qu’on a cinq entreprises du Nigeria qui sont venues, bien sûr le Kenya aussi dans l’ISPCP. Il y a quelqu’un de l’IPC qui vient du Cameroun. On continue d’échanger passionnément et l’idée est toujours de pouvoir profiter de cet élan. Mais il faut qu’on s’améliore.

Le président du Conseil d’Administration a parlé de l’économie numérique et c’est vrai que c’est nécessaire et il y a des prérequis comme il l’a dit. Mais dans le secteur commercial, on dit comme ailleurs j’imagine en Afrique qu’il faut qu’il y ait un intérêt d’abord. Sans argent, personne ne fait rien. Et je pense qu’on devient de plus en plus conscients de cela. Donc on a un plan plus large au Nigeria et dans d’autres pays. Dans une

période de trois ans, on a pu passer de 30 % à 70 % d’accès à haut débit. Donc c’est bien mais l’Afrique, il faut qu’elle se réveille. Il faut que l’on travaille plus parce qu’au Nigeria, ils sont passés de 30 à 70 % et ils pensaient le faire pour 2018. Ils n’ont pas pu arriver au 100 % qui soit proposé mais 70 %, c’est déjà pas mal. On a cette situation de coupure d’internet au Soudan. C’est complètement anticommerce, ce qui ne devrait pas être le cas. Donc en Afrique, il faut qu’on soit consistant dans notre travail.

D’autre part en Afrique, on a également un grand secteur du DNS qui doit être renforcé. DNS, vous savez, c’est le système des noms de domaine. Donc on a beaucoup de travail à faire mais à mesure que le taux de pénétration augmentera, nous aurons de plus en plus de personnes qui vont nous rejoindre et qui participeront davantage à l’ICANN elle-même.

Pour ce qui est de la présente réunion, nous avons vu beaucoup d’intérêt ou progrès du PDP. Je suis fier de pouvoir dire qu’il y a des membres qui sont venus pour la première fois et déjà se sont proposés comme bénévoles pour des groupes de travail, qui continueront à être impliqués. Ils se sont joints par exemple au panel de révision de la mise en œuvre des recommandations du PDP. La BC d’ailleurs s’est réunie deux fois ce dernier mois et c’est ce que l’on fait tous les mois, on se réunit toutes les deux semaines au travers des appels. On a une bonne participation,

les membres viennent à nos réunions. Donc c’est lent mais c’est constant. Il faudrait qu’on commence et qu’on continue comme cela. Je me rappelle que l’ancien président pensait que cela prendrait plus de temps. Donc l’élan a duré heureusement et il faut qu’on continue comme cela.

En Afrique, on aime travailler, on a l’habitude de se retrouver les manches [inaudible]. Donc on a des connaissances, on a des ressources. Utilisons-les. Ce qu’il faut c’est plus de financement pour les compagnies informatiques, pour les projets, les startups. Utilisons cet argent, ce qui est disponible, augmentons la capacité de participation des parties prenantes commerciales à travers le bureau en Égypte. Si cela est mis à profit, il faudra créer de nouvelles compagnies, générer plus de fonds. Cela viendra tout seul. Collaborez davantage avec MIRA, la délégation de MIRA est là. Je pense qu’ils sont prêts à coopérer pour aider à ce que les capacités augmentent. Et c’est la connaissance qui génère plus de richesse.

YAOVI ATOHOUN :

Merci Jimson. C’est ce qu’on voit effectivement. Il y a des pays africains qui ne sont pas parties actives de la ccNSO. Il y a des membres qui sont Africains. On a Abdullah Omari dans la salle par exemple qui prendra trois minutes pour nous informer comment la ccNSO et ses membres contribuent à la

participation en Afrique à travers cette organisation. Vous avez entre deux et trois minutes parce qu’on est un peu en retard, Abdullah. Mais allez-y, vous pouvez faire vos contributions, vous pouvez prendre la parole. Et encore une fois, merci Jimson de vos réflexions.

ABDULLAH OMARI :

Merci. Je suis Abdullah Omari, un des trois conseillers de la ccNSO pour l’Afrique. Je vais répondre à la question de pourquoi on a peu de noms de domaine, pourquoi on n’en est qu’à 1 % à contribuer de l’Afrique.

Ce n’est pas aussi horrible que cela semblerait. Dans les quatre ou cinq dernières années – et mon collègue du Soudan le sait – la plupart des séances de renforcement des capacités ont augmenté. Les capacités techniques de la plupart des ccTLD se sont améliorées également parce qu’il y a eu beaucoup d’ateliers qui se sont tenus en dehors du continent. Mais à travers la collaboration du fTLD et du secteur technique du continent, on a pu rapatrier quelques talents. El Bashir d’ailleurs nous a aidés à le faire. Il y a quatre, six mois, quelqu’un de très important est rentré en Afrique.

La plupart des registres et en particulier les ccTLD sont utilisés comme des services, lorsque vous le voyez du point de vue commercial en tout cas. Il y a beaucoup de pays qui se penchent

sur le ccTLD pour représenter le second niveau ou le troisième niveau d’un pays, le .gov, .org, etc. Et l’aspect commercial n’a pas varié. Donc ce que la ccNSO a fait en collaboration avec le fTLD depuis notre réunion à Kampala, c’était de se concentrer au marketing. Nous y avons amené des collègues de l’Europe et de l’Amérique du Nord pour aider les ccTLD africains et leur expliquer comment augmenter leurs compétences au niveau du marketing.

J’espère que dans les prochaines années, on verra une augmentation de ce 1 % ou qu’on ait une grande augmentation même. L’industrie des noms de domaine ne devrait pas être considérée à elle seule. La plupart de PME en Afrique ont un problème au niveau du financement. Et on voit qu’il y a différents pays qui ont lancé des actions affirmatives pour donner des fonds à ces PME, pour les financer. Dans mon pays par exemple, on a un maximum au niveau des intérêts pour garantir que les PME soient protégées et encouragées.

Les affaires dans le continent entre ccTLD sont un autre aspect intéressant. C’était un défi de le générer. Et comme je dis, les noms de domaine ne sont pas une entreprise à elle-seule. Pour ceux qui sont venus au Maroc, je sais que très souvent, on vient du continent mais il a fallu sortir de l’Afrique pour revenir en Afrique. Donc vous êtes passé par l’Europe, par l’Asie pour

revenir sur notre continent. C’est difficile à ce point-là de communiquer entre nous.

Je vois Yaovi qui me regarde, il m’avait donné trois minutes. J’espère avoir pu répondre à la question du 1 %. Merci.

YAOVI ATOHOUN :

Merci Abdullah. Comme vous dites, lors de la dernière réunion africaine à Kampala, on a entrepris des activités, on espère que le marché du DNS, et en particulier le niveau national des ccTLD, commence à bouger.

En raison des contraintes de temps, il nous reste deux autres groupes qui n’ont pas fait de présentation, je demanderais si la NCUC et la NPOC sont prêtes à faire des présentations de deux minutes. Comme cela, on pourra donner la parole aux participants qui sont autour de la salle. Benjamin, vous êtes dans la salle ? Est-ce que vous pourriez nous parler de comment la NCUC contribue avec la participation ? Allez-y.

BENJAMIN AKINMOYEJE : Bonsoir à tous, je suis de la NCUC.

La NCUC accueille les utilisateurs finaux et la société civile. Pour nous qui faisons partie de la GNSO, l’organisation de soutien des extensions génériques, la participation du continent africain

était de garantir qu’on était là aux différents évènements dans la région. On a formé nos membres au processus de rédaction de politiques pour qu’ils puissent participer activement au processus d’élaboration de politiques de l’ICANN, ce que vous voyez clairement dans nos chiffres. On a 28 membres, donc on est très actif au moment de faire des contributions au processus d’élaboration de politiques du système de noms de domaine.

Pour nous, des questions comme la diversité, les droits des consommateurs, les droits de l’homme, etc. sont essentielles, comme l’est d’ailleurs la liberté d’expression. Ce que nous voudrions demander à l’ICANN est de voir s’ils ne peuvent pas s’occuper de quelque chose qui ne fait pas partie des valeurs fondamentales, mais l’internet est un droit fondamental. Cela, c’est clair. Donc il faudrait qu’ils travaillent avec nos organisations pour avancer avec nos objectifs d’accès, de pénétration, etc. et si le secteur académique ne pourrait pas également participer à cette conversation sachant que s’ils comprennent de quoi il s’agit, ils pourront contribuer aux discussions sur le DNS, sur la politique pour mieux refléter nos réalités et faire participer plus de gens de notre côté. Donc on fait beaucoup d’activités de sensibilisation et nous envoyons des membres aux évènements de gouvernance de l’internet comme le RightsCon, le FGI global, etc. On s’y retrouve et on délibère de

certaines de ces questions. Donc on fait passer des sujets d’un point à un autre. C’est cela notre travail.

En ce moment, on ne veut pas discuter d’évènements de l’ICANN tout simplement ou des évènements de participation des parties prenantes régionales ou des FGI exclusivement. On veut savoir quelles sont les occasions de participer. On voudrait également demander à l’ICANN d’accorder plus de ressources au centre. C’est bien qu’il ait été créé, mais il faut qu’il soit doté de plus de ressources de manière à pouvoir nous aider à générer plus de capacités et à organiser plus d’évènements.

Finalement, je voulais vous faire savoir qu’au sein de la NCUC, on est en train de tenir une discussion parce qu’on répond aux commentaires qui ont été formulés vis-à-vis du document qui a été publié récemment. Et on discute à l’interne. On s’est réuni avec le vice-président lors de la dernière réunion pour voir comment l’Afrique pourrait avancer. Et au moment de passer au haut niveau, j’espère qu’on pourra répondre correctement.

Je vous encourage véritablement à vous unir à la NCUC pour participer de manière productive. Merci.

YAOVI ATOHOUN :

Merci Benjamin.

Je crois qu’on va juste donner deux minutes à Caleb pour parler de NPOC. Et Sally est toujours avec nous. Elle peut donc vous répondre. Caleb, soyez s’il vous plaît très bref. En deux minutes seulement, exprimez-vous.

CALEB OLUYINI :

Oui, je serai bref. Je m’appelle Caleb. Je suis responsable de la communication à NPOC. C’est les entités constitutives à but non lucratif à ICANN. C’est chapeauté par la NCSG. Et nous travaillons beaucoup à l’utilisation malveillante du DNS, la propriété intellectuelle, les droits de l’homme, les DNSSEC et on se concentre également beaucoup sur le IDN. Nous n’avons pas vu des statistiques à l’écran. Nous avons 21 organisations, des ONG. Et nous sommes une organisation à but non lucratif avec les ONG. Nous avons beaucoup de conversations sur ce qui a trait au DNS et sur ce qui impacte véritablement les opérations de nos sites web.

Nous avons 21 membres africains. C’est le plus grand nombre de représentation et c’est un bon signe. Nous avons beaucoup d’organisations africaines qui sont avec nous qui ont fait de la sensibilisation. Et ceci dit, nous avons un plan stratégique dans le cadre de NPOC pour que notre effectif connaisse une croissance. Au sein de la GNSO, nous avons une forte croissance, une meilleure participation et nous voulons accroître la

communication et l’engagement dans ces ONG parce que nous avons des préoccupations et des inquiétudes au niveau opérationnel.

Donc ce que j’aimerais mentionner, en Afrique, nous avons un grand nombre d’ONG qui sont enregistrées au quotidien. Donc c’est un secteur important pour les bureaux d’enregistrement. Et je crois c’est quelque chose de bien que cela provienne d’Afrique. J’aimerais dire que plus récemment, NPOC a participé au développement des politiques. On a fait une déclaration sur .org. Nous avons travaillé avec la NCSG, nous avons contribué au modèle multipartite et nous sommes très heureux également de dire et très fiers du fait que nous avons plus d’Africains participant actuellement en tant que rédacteurs au sujet de .org. Donc NPOC est très actif. Nous soutenons la stratégie africaine de cette manière.

YAOVI ATOHOUN :

On n’a plus beaucoup de temps. Et l’ICANN essaie d’aider à la participation et de renforcer la participation. Il y a des personnes qui ne sont pas ici dans cette salle mais il y a beaucoup de personnes qui sont à distance et qui peuvent participer à distance. Donc avec votre permission, Bob va donner la parole à deux ou trois personnes qui sont à distance et qui nous écoutent à distance et qui travaillent à distance.

BOB OCHIENG :

Merci beaucoup Yaovi. Il y a eu beaucoup de questions de reçues. On ne peut pas toutes les lire parce qu’on n’a pas assez de temps. Je vais donc les diriger au reste de la salle. Mais on va s’assurer de répondre par écrit à toutes ces personnes, obtenir leur courriel.

Une question pour le Dr Diallo, une préoccupation de la part de Searge Parfit de l’ISOC Congo : « Est-ce que les gouvernements peuvent faire quelque chose pour arrêter ces situations où l’internet est coupé dans certains pays, où le gouvernement coupe l’internet et l’accès à l’internet ? »

Melissa Cosi de l’Afrique de l’Ouest pose la question suivante : « Il y a des personnes qui ne sont pas présentes dans les réunions du GAC. Est-ce qu’ils contribuent à distance ? Comment ils peuvent contribuer au communiqué ? Est-ce que la présence est obligatoire ? »

Nous avons une question pour Alan peut-être : « Qu’est-ce que l’ICANN fait pour qu’on utilise non plus de NAT ? » – je ne sais pas, c’est un commentaire technique pour l’IPv4, l’IPv6 et la traduction des adresses courriels.

Une question pour Sally peut-être : « Les statistiques nous indiquent que nous avons 35 ateliers de renforcement des

capacités. C’est essentiel que l’ICANN soit très présent dans tous les pays et dans tous les écosystèmes. Est-ce qu’il y a une tentative de donner plus de pouvoirs à nos représentants pour être plus présents ? » On va laisser Sally répondre à quelques unes de ces questions et elle doit bientôt nous quitter. On a presque terminé notre séance.

SALLY COSTERTON :

Merci Yaovi. Très bonne réunion, très bons échanges de haute qualité, beaucoup d’informations. Je crois que cela montre que ce groupe a beaucoup avancé, beaucoup progressé. C’est une réunion stratégique pour moi et je vous remercie beaucoup de cela. Je crois que c’est un bon standard d’engagement.

J’ai des collègues qui sont avec moi, des personnes qui font de la formation au Caire. Baher est avec nous. Et je crois que ce serait utile que vous lui posiez quelques questions. Quels sont les plans à long terme pour ce centre d’entrepreneuriat ? Fiona nous avait demandé tout à l’heure de poser une question.

Sur le développement des capacités, tout le monde parle de cela. Je l’ai dit. On veut que vous soyez plus précis. Sur quoi est-ce que vous voulez que nous nous concentrons ? C’est très général de dire renforcer les capacités. Il faut quelque chose que l’on puisse mettre en œuvre. On doit bien comprendre quel type

de formations vous désirez, pour qui et où et pour quel résultat. Donc qui doit faire la formation ? C’est aussi une question.

Donc il y a un questionnaire qui peut beaucoup nous aider à ce sujet. Et nous voulons absolument accroître les formations que nous faisons, en faire plus. Nous avons des données dans le questionnaire sur les groupes qui sont les plus intéressés et le cadre de l’écosystème du DNS. Et cela, c’est quelque chose que l’on peut faire en améliorant la formation en ligne. ICANN Learn, c’est en ligne. C’est beaucoup plus facile, ce n’est pas en face-à-face. Mais pour bien connaître l’écosystème du DNS, vous pouvez être très efficaces avec la plateforme ICANN Learn. On peut le faire en plusieurs langues, on peut s’inscrire sur cette plateforme et on peut avoir des chiffres sur qui utilisent ces cours, quels sont les efforts. Et nous pouvons créer ces cours de cette manière. Donc je vous encouragerais fortement à prioriser votre développement des capacités, à savoir quelles formations sont nécessaires pour vous, nous indiquer ce que l’on peut faire pour vous. C’est beaucoup plus facile et il en coûte beaucoup moins cher de le faire en ligne. C’est une économie d’échelle très forte.

Ensuite, les cours de formation en face-à-face. On peut le faire dans plusieurs parties de la région pour plusieurs parties prenantes. Nous avons le GAC. Nous avons des partenariats du GAC dans diverses parties du monde. Nous avons la possibilité

d’obtenir des nouveaux membres au GAC. On a les mêmes thèmes. On demande au GAC d’aller également sur ICANN Learn et de prendre les cours avant de devenir membre du GAC. Donc on forme de cette manière les membres du GAC. Donc nous avons des critères très précis à respecter.

Au GAC, c’est une formation très précise. On doit les former sur ce qu’est le GAC et les former à un très haut niveau. On est constamment en partenariat avec le GAC. Nous allons avoir un cours ICANN Learn, un cours de rappel également pour les nouveaux membres qui vont venir au GAC.

On utilise ICANN Learn pour nos NextGen, pour tous nos boursiers. On fait de la formation beaucoup avec ICANN Learn, avec cette plateforme d’enseignement. Pour les nouveaux venus, on veut qu’ils arrivent aux réunions de l’ICANN avec une bonne base de compréhension pour que, lorsqu’ils sont en face-à-face avec les autres membres de la communauté, ils soient efficaces et puissent participer, communiquer, échanger. Nous lançons un cours sur les compétences personnelles. Suivez bien sur ICANN Learn, cela va être un programme pilote de formation. Je suis très optimiste. Si cela fonctionne, nous serons en mesure d’aller très vite et de développer ce cours. Je vous encourage à retourner dans vos collectivités et communautés et de demander aux personnes d’utiliser au maximum ICANN Learn,

cette plateforme d’apprentissage et à nous assurer un suivi là-dessus, nous donner un retour.

Pour les aspects plus techniques de formation, nous avons par exemple l’utilisation malveillante du DNS, nous avons le DNSSEC, l’installation DNSSEC, là, on a besoin de quelqu’un sur place pour faire ce travail. Et on a besoin d’accroître le nombre de personnes au niveau technique dans la région. Göran a parlé des priorités budgétaires. Vous participez au budget, vous savez comment l’argent est dépensé. On a un plan stratégique sur cinq ans. Vous allez avoir plus de transparence et vous allez être en mesure de nous dire : « Sally, vous faites beaucoup de cela mais pas assez de cela. » Donc ayons un dialogue sur les éléments pour que l’on puisse avoir des priorités un petit peu différentes.

Dernier commentaire sur Montréal. Je ne vais pas répondre à cela ici dans cette salle, mais je vais vous dire que mon équipe de réunions est très concentrée sur les questions de visas qui sont très graves. Nous avons différents points de vue pour diverses nationalités. C’est toujours difficile. Le Canada, ce n’est pas pire qu’ailleurs, soyons clairs. Je sais que nous avons l’hôte de Montréal qui va faire une présentation bientôt là-dessus. Et si c’est un gros problème, n’allez pas lui poser des questions sur le visa, mais il y a un stand, le stand de Montréal. Vous voyez le stand de Montréal à l’entrée du centre de conférences. Si vous avez des inquiétudes là-dessus, allez voir au stand. Moi, mon

équipe va y travailler, c’est évident. Mais au Maroc, nous avons des hôtes qui sont extraordinaires, qui sont très flexibles, qui nous ont aidés pour les visas, qui ont fait le maximum pour nous fournir des visas. Et je suis tout à fait confiante, on nous aidera à Montréal également.

Baher, dites-nous quelques mots sur le centre du Caire en Égypte.

BAHER ESMAT :

Le centre du DNS au Caire est en centre d’entrepreneuriat qui a quatre ans d’existence et qui a pour objectif de soutenir le développement des capacités, non seulement au Moyen-Orient mais également en Afrique. Ils ont fait beaucoup dans ce centre de formation au DNS, des activités, principalement en Égypte. Ils ont été en Irak par exemple pour aider le ccTLD d’Irak. C’est beaucoup plus technique qu’autre chose, beaucoup plus technique que commercial ou développement des politiques, mais à long terme, ils se concentreront plus sur les aspects commerciaux du DNS.

Et également, en ce qui concerne l’Afrique, je sais qu’il y a eu des communications avec NURAF au Nigéria et le fTLD pour explorer des possibilités d’engagement et de sensibilisation au niveau du fTLD pour qu’il y ait une signature du protocole d’accord. Et ils cherchent également des possibilités de faire plus de formations

et d’activités de formations en Afrique s’il y a une demande pour cela. L’équipe du centre est à Marrakech et je peux vous les présenter et je serai très heureux de répondre à vos questions.

YAOVI ATOHOUN :

Merci.

Nous avons, avant de répondre, le Dr Diallo et Alan à qui on a posé des questions, on est supposés s’arrêter à 16:45 mais avec votre permission, nous avons le vice-président de l’engagement technique à l’ICANN qui veut dire quelques mots. Et ensuite, on vous laissera répondre, Dr Diallo et Alan.

ADIEL AKPLOGAN :

Merci Yaovi. Je ne dirai que quelques mots sur le renforcement des capacités. Je suis vice-président pour l’engagement technique. Je voudrais tout d’abord remercier l’équipe Afrique. C’est vraiment au niveau du contenu une des réunions les plus fortes alors que nous sommes en fin de journée avec une forte participation visible de l’Afrique.

Au niveau de l’engagement technique et du renforcement des capacités, je voulais vous dire que nous avons plus de travail fait au niveau régional, stratégie régionale, ce qui veut dire que nous allons bientôt avoir une liaison régionale pour les questions techniques et les activités techniques basées en Afrique pour

s’occuper non seulement du renforcement des capacités du DNS mais également pour soutenir l’équipe Afrique par rapport à l’engagement gouvernemental, par rapport aux ONG, par rapport aux utilisateurs finaux.

Et ce qui nous intéresse plus particulièrement, c’est les opérations du DNS. Nous voulons mieux travailler avec les opérateurs du DNS parce qu’ils jouent un rôle important sur les campagnes DNSSEC pour la validation et pour que les noms de domaine fonctionnent bien. Donc on a besoin de toutes les parties prenantes. Il faut travailler avec les opérateurs du DNS, savoir qui ils sont. Et on a besoin de vous pour identifier qui sont les personnes qui gèrent le DNS, qui font fonctionner le DNS dans vos pays ou régions. Et cela va nous permettre d’être engagés de manière plus efficace.

Nous faisons évoluer notre message pour passer à tout l’écosystème et à la sécurité du DNS avec le DNSSEC, avec le renforcement des capacités, avec également le développement de politiques. C’est le rôle de la liaison technique.

Pour conclure, je dirais simplement que nous sommes très engagés avec l’initiative USDTI et on vient de se joindre à cela. Moi, je suis membre de l’USDTI et nous avons eu une journée entière de formation sur l’aspect technique du DNS et sur l’engagement possible avec l’ICANN. Ce que je veux dire, c’est

que nous avons eu un bon engagement lors des réunions de l’ICANN. Si vous allez à l’ITF ou si vous allez à l’USDTI, cette communauté africaine connaît une forte croissance. On bâtit des ponts avec des personnes qui travaillent aux aspects techniques et de gouvernance internet. On se renforce. Donc je pense que vous allez entendre parler de nous pour un engagement technique accru à partir du bureau régional.

YAOVI ATOHOUN :

Merci Adiel, merci de votre participation. Merci aux interprètes. Nous allons essayer de terminer dans cinq minutes. Je vais donner une minute au Dr Diallo. Dr Diallo, vous pouvez répondre à la question. S’il vous plaît, une minute pour répondre à la question.

CHERIF DIALLO :

J’ai deux questions. Mais juste avant de répondre à ces deux questions, je vais rebondir rapidement sur l’importance de la plateforme ICANN Learn qui est aussi importante pour les membres du GAC parce que souvent, on vérifie certains prérequis pour accéder à certaines sessions de formation, de renforcement des capacités sur la plateforme ICANN Learn avant l’une des fois aussi d’attribuer certaines bourses, certains fellowship. Donc c’est pour dire que c’est une plateforme tellement importante. J’invite en tout cas les membres du GAC à

aller très souvent sur la plateforme ICANN Learn pour renforcer leurs capacités.

Cela dit, pour la participation à distance qui était la deuxième question, la réponse est [oui] parce que juste avant de venir dans cette session, la session d’avant au niveau du GAC, notre question était de savoir est-ce qu’il faut comptabiliser la participation à distance dans le calcul du quorum atteint ou pas. Cela veut dire que la participation à distance est possible et effective. Et effectivement, on peut participer à distance si on n’a pas la possibilité d’être présent physiquement.

Sur le Soudan, l’internet, rapidement, ce qu’on peut dire c’est que cette question, on peut la mettre sur la table sécurité, [inaudible] peuvent nous la faire parvenir pour voir si on peut en discuter autour notamment des sessions du GAC à Montréal. Actuellement, la présidente du GAC est Africaine. C’est Manal qui est Égyptienne. Et moi-même, je suis vice-président du GAC. Donc on ne peut porter cette question au niveau des discussions.

Mais cela dit, ce qu’il faut retenir d’abord, c’est qu’il faut comprendre que les États sont souverains et indépendants. Et cette souveraineté ne peut pas être remise en cause par l’internet. De la même manière que les États régulent par exemple le survol de leur espace aérien, les États sont

complètement indépendants et souverains par rapport à l’utilisation de l’internet dans leur pays. Et cela, il faut que tout le monde se le mette en tête pour ne pas aller dans des discussions qui peuvent être baisées dès le départ ou bien dans des discussions stériles.

Voilà ce que je voulais rapporter.

YAOVI ATOHOUN :

Merci beaucoup Dr Diallo de votre interprétation.

En 50 secondes Alan, répondez à la question s'il vous plaît. Et ensuite, on arrête.

ALAN BARRETT :

Merci beaucoup Yaovi. Alan Barrett, PDG d’AFRINIC.

Premièrement, avant de répondre à la question qui a été posée, AFRINIC est très heureux d’avoir la participation de l’ICANN aux manifestations comme le sommet de l’internet en Afrique qu’on a eu à Kampala. Et nous avons une bonne collaboration avec AFRLOA.

Et également, j’ai entendu une question sur réduire l’utilisation des NAT. Je crois que c’est assez difficile et je crois que c’est un petit peu dépassé. On n’a plus assez d’IPv4. Donc ce que je vous encourage à faire, c’est de déployer IPv6. Il y a beaucoup

d’adresses, vous n’avez pas besoin d’utiliser NAT avec l’IPv6. Utilisez l’IPv6.

YAOVI ATOHOUN :

Avant de conclure, au début, nous avons parlé du fait que Pierre Dandjinou ne pouvait pas être avec nous à Marrakech pour raisons personnelles ; il n’a pas pu nous joindre à Marrakech. J’aimerais partager avec vous les dernières remarques de Pierre qui voulait vous dire que nous sommes là pour vous soutenir, pour collaborer ensemble et que nous avons pour le moment un budget limité mais nous allons continuer à soutenir les initiatives régionales en Afrique. Et avec la participation à distance, nous pouvons faire beaucoup, travailler au niveau national et au niveau du continent. Nous allons continuer à utiliser ces outils, Zoome par exemple. Zoom est un outil que nous utilisons maintenant pour la participation à distance. Et il voulait vous remercier pour votre participation active.

Nous avons l’adresse courriel de l’équipe à l’écran. Si vous avez des questions auxquelles on n’a pas pu répondre aujourd’hui, veuillez s’il vous plaît les envoyer à l’adresse qu’il y a à l’écran. Toutes les questions doivent être envoyées à cette adresse qui est à l’écran.

Une nouvelle fois, avec votre permission, nous allons remercier le personnel technique et les interprètes. Merci beaucoup et on se retrouve en ligne.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]